

LE SENS DESSUS DESSOUS DE L'«AVENIR DU TRAVAIL» VU DU SUD

Cet ouvrage est né d'un constat et de plusieurs intuitions. Le constat porte sur la multiplication ces dernières années des projets et autres initiatives consacrées à *The Future of Work* (L'avenir du travail). Presque tout ce que la planète compte d'organisations internationales, de *think tanks*, d'institutions universitaires ou encore de cabinets de consultance s'est penché sur la question, dans une forme ou une autre, au cours des trois ou quatre dernières années. Signe de cet engouement, en 2017, l'expression «*the future of work*» figurait même parmi les expressions les plus recherchées sur le moteur de recherche Google.

Or, non seulement tout le monde ou presque parlait tout d'un coup de l'«avenir du travail», mais en outre tout le monde ou presque en parlait quasiment dans les mêmes termes, à savoir sous l'angle étroit des conséquences (réelles ou supposées) des évolutions technologiques actuelles sur le travail. C'est ainsi, par exemple, que la plupart des publications ou événements organisés sur le sujet s'accompagnent d'une symbolique futuriste dans laquelle les robots occupent notamment une place centrale.

Cette situation est d'autant plus interpellante que, comme le souligne une des personnes interviewées pour ce livre, bon nombre des participants à ce débat mondial ne se sont pas vraiment illustrés, jusqu'ici, par leur sollicitude pour le monde du travail en général, et pour les travailleur·euses en particulier. Qu'est-ce qui pousse ainsi et quasiment en même temps la Banque mondiale, l'OCDE, le G20 ou encore le FMI, pour n'en citer que quelques-uns, à se pencher sur l'avenir du travail dans des termes si étrangement similaires ?

On peut évidemment y voir le reflet logique d'évolutions si fondamentales dans l'organisation et la nature du travail sous le coup des nouvelles technologies que ces institutions ne peuvent pas ne pas en parler. Mais à l'inverse, on peut aussi y voir une forme de manipulation, ce débat sur l'«avenir du travail» relevant dès lors au moins autant de la stratégie de pouvoir que de la discussion objective.

Notre première intuition, c'est qu'il s'agit probablement des deux. En effet, sans nier l'existence de bouleversements structurels fondamentaux dans le monde du travail à l'heure actuelle, nous savons aussi que de tels bouleversements ne se produisent jamais tout à fait indépendamment des discours et des représentations qui sont produits à leur sujet. Il nous semble donc d'autant plus important de nous pencher sur ce débat en cours sur l'«avenir du travail» qu'il participe pleinement des évolutions qu'il prétend décrire, en fixant et en légitimant certaines représentations, et en marginalisant d'autres.

Or, et c'est notre deuxième intuition, compte tenu de ses caractéristiques de fond et de forme, il y a fort à parier, selon nous, que ce débat sur l'«avenir du travail» se fasse en l'absence, voire au détriment, de ceux et celles qui constituent pourtant l'écrasante majorité des travailleur·euses de la planète, à savoir les travailleur·euses de ce que l'on peut qualifier de «Sud Global» (voir ci-dessous). Quelle place exactement ces dernier·es occupent-ils·elles dans une discussion qui se prétend mondiale? En quoi les thèmes abordés – et la façon de les aborder – reflètent-ils ou non la réalité de leur rapport au travail et à son avenir? C'est pour répondre à ce type de questions que nous avons entrepris cet ouvrage qui s'efforce, autant que faire se peut, de donner la parole aux protagonistes

du Sud eux-mêmes sur ces questions. Directement, à travers des entretiens que nous avons pu réaliser (une quinzaine en tout) avec des syndicalistes, des activistes ou des intellectuel·les du Sud. Et indirectement aussi, en mobilisant presque uniquement des travaux et des écrits produits également par des personnes originaires ou vivant dans le Sud. Ce faisant, cet ouvrage participe donc du projet plus large du Centre tricontinental (CETRI) qui consiste à rendre visible au Nord la réalité et les mouvements sociaux du Sud, en essayant toujours de laisser ces derniers parler pour eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle le livre est très largement composé de citations¹, dont nous espérons que la fréquence ne sera pas trop source de lassitude.

Nous invitons également les lecteur·rices à ne pas s'attendre à trouver ici l'écho de toutes les voix et problématiques pertinentes au Sud en matière d'«avenir du travail». Une telle entreprise, à supposer qu'elle soit possible, dépasserait en effet de loin les moyens dont nous disposons pour cet ouvrage. Elle en manquerait également l'objectif premier, qui n'était pas tant de représenter fidèlement l'ensemble des positions existantes au Sud sur la question de l'«avenir du travail», que d'offrir une *critique* du débat dominant à partir de savoirs et de positions originaires du Sud. Nos sources et interlocuteur·rices ont donc d'abord été choisi·es en fonction de leur potentiel de déconstruction de certaines évidences qui caractérisent aujourd'hui le débat sur l'«avenir du travail», plutôt que pour des raisons d'exhaustivité ou de représentativité. D'autres auraient certainement pu être mobilisé·es et leur absence ici ne signifie en rien que nous les jugeons moins pertinent·es.

1. À noter que la plupart de ces citations ont été traduites par nos soins.

C'EST QUOI ET POURQUOI PARLER DU «SUD» ?

La notion de «Sud» ou «Sud global» (*Global South* en anglais) fait partie des nombreuses appellations qui se sont succédé pour tenter de décrire la situation des régions les plus pauvres et les plus dominées du Globe. Elle doit notamment son succès à la critique de la catégorie de «développement», jugée réductrice et occidentalocentrée, ainsi qu'à celle de «tiers-monde», tombée en désuétude suite à la disparition du «deuxième monde» soviétique.

Plus qu'une réalité strictement géographique, le «Sud» désigne ainsi une réalité avant tout politique et économique. Pour Dados et Connell, par exemple:

Il renvoie à toute une histoire de colonialisme, de néoimpérialisme, et de changements économiques et sociaux différenciés à travers lesquels d'importantes inégalités de niveaux de vie, d'espérance de vie et d'accès aux ressources sont maintenues².

Certain·es vont même jusqu'à en défendre une conception entièrement déterritorialisée, notamment pour rendre compte du fait qu'il existe «des Suds dans le Nord géographique et des Nords dans le Sud géographique». La notion devient alors analytique et non plus descriptive, avec comme objectif «de renvoyer à une subjectivité politique transnationale et à une résistance subalterne dans le cadre de la mondialisation capitaliste contemporaine³».

2. N. Dados et R. Connell, «The Global South», *Context*, vol. 11, n° 1, 2012, p. 13.

3. A. G. Mahler, *From the Tricontinental to the Global South: Race, Radicalism, and Transnational Solidarity*, Durham, Duke University Press, 2018; mais aussi M. Clarke, «Global South: what does it mean and why use the term?», *Global South Political Commentaries*, 2018, <https://onlineacademiccommunity.uvic.ca/globalsouthpolitics/2018/08/08/global-south-what-does-it-mean-and-why-use-the-term/>.

C'est toutefois l'usage descriptif du terme qui continue aujourd'hui de dominer (et dont nous nous revendiquons ici largement), malgré les critiques récurrentes dont il a fait l'objet.

Citons-en trois, analysées plus en détail dans une publication du CETRI datée de 2016⁴.

La première concerne le rattrapage opéré par de nombreux pays du Sud par rapport au Nord et qui entraîne, selon François Polet, qui signait l'éditorial⁵, «une mutation des relations économiques et politiques sur les axes Nord-Sud et Sud-Sud, dans le sens de l'accroissement de l'influence d'une poignée de grands pays en développement, en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil, qui met un terme à l'hégémonie occidentale sur les affaires du monde».

La seconde part du constat que le projet politique du Sud défendu notamment à la Conférence de Bandung ou encore dans des instances comme le «mouvement des non-alignés» ou le G-77 a fait long feu. Dans ce contexte, toujours selon Polet:

C'est l'uniformisation néolibérale, la fin de la guerre froide et les différences de trajectoire économique entre bons et mauvais élèves de la mondialisation qui sont convoquées pour justifier la relégation de l'idée de «Sud».

Enfin, la troisième critique considère que la mondialisation a rendu caduc ce type de découpage géographique et stato-centré avec notamment la multiplication des problématiques et des relations trans ou supranationales. En témoigne, entre autres, le fait qu'«il

4. «Obsolète, le clivage Nord-Sud?», *Alternatives Sud*, vol. 23, n° 2, Louvain-la-Neuve/Paris, CETRI/Syllepse, 2016.

5. F. Polet, «Réhabiliter une lecture Nord-Sud du monde», dans «Obsolète, le clivage Nord-Sud?», *op. cit.*, p. 7-21. Le reste des citations de cette sous-section sont tirées de cet article.

y a non seulement du Nord dans le Sud, avec l'ascension financière des classes moyennes et supérieures qui profitent de la libéralisation, mais aussi dorénavant du Sud dans le Nord, où les rangs des perdants de la mondialisation ne cessent d'enfler au fil des délocalisations et du grignotage des couvertures sociales».

Sans nier ces évolutions, il convient toutefois de les remettre en perspective. Concernant le rattrapage socio-économique du Sud, par exemple, Polet rappelle qu'il est nettement moins significatif si on rapporte les indicateurs généralement mobilisés à la taille des économies considérées ou encore si on tient compte de la «concentration "disproportionnée et écrasante" du dynamisme du Sud» sur la seule économie chinoise. Il rappelle également que «la part du PIB accordée aux dépenses publiques sociales est un autre indicateur du fossé Nord-Sud béant en termes de structure sociale : 29 % dans l'Union européenne et 19 % aux États-Unis, contre 10 % au Chili ; 3,6 % en Thaïlande et 1,4 % au Bangladesh (OCDE, 2014 ; UE, 2013 ; BAD, 2013). Quant à la part de l'emploi formel dans l'emploi global, elle était en 2009 de 85 % dans les pays riches, contre 40 % en Amérique latine et moins de 20 % en Asie et en Afrique (OCDE, 2009) ».

Concernant la perte d'unité politique du Sud, Polet souligne que «si elle n'a plus la vigueur qu'elle avait aux grandes heures du dialogue Nord-Sud, lorsque plusieurs victoires politiques importantes furent collectivement arrachées aux pays riches, "la notion de Sud, ou du moins l'identité commune aux pays que l'on place sous ce chapeau, est souvent reprise à leur compte par les individus, les groupes et les pays concernés"⁶.

6. Philippe Gervais-Lambony et Frédéric Landy, «Introduction», *Autrepart*, n° 41, 2007.

[...] Et au reflux tiers-mondiste des années 1980 a succédé un ressac à la fin des années 1990 qui s'est déployé dans les années 2000 sous la forme de dynamiques politiques collectives se réclamant du Sud. Or, le recours à ce label n'est pas que sémantique, il traduit un aspect central de l'identité collective des pays qui y recourent et de leur volonté de négociation collective (Najam, 2015)».

Enfin, concernant l'impact de la mondialisation sur le clivage Nord-Sud, Polet souligne qu'«en dépit du référentiel global et de la rhétorique sur les intérêts communs, la définition de ces enjeux [globaux], leur conceptualisation et leur hiérarchisation sont indissociables des trajectoires historiques des États et sociétés, ainsi que de leur mode d'insertion dans l'économie mondiale (Gabas et Hugon, 2001). [...] De fait, la grande majorité des pays en développement partagent certains grands traits qui surdéterminent leur approche des enjeux mondiaux. En particulier, d'une part leurs économies sont fortement dépendantes de l'extraction et de la transformation des matières premières, d'autre part la consommation demeure un rêve non ou mal assouvi pour la grande majorité de leur population».

Dans ce contexte, s'il n'est évidemment pas question de «remplacer une vision tendancieuse («le Nord-Sud n'est plus») par une autre («le Nord-Sud surdétermine tout)», il nous paraît néanmoins toujours pertinent et utile de mobiliser une catégorie d'analyse qui reste objectivement fondée (malgré des limites bien réelles) mais aussi subjectivement mobilisée par nombre des premier·es concerné·es.

STRUCTURE DE L'OUVRAGE

Le livre se compose de trois parties. La première revient sur les origines et les principaux acteurs de

ce débat mondial sur l'«avenir du travail». Nous nous intéresserons d'abord à l'Organisation internationale du travail (OIT), la première organisation internationale à avoir lancé une «initiative sur l'avenir du travail» dans le cadre des célébrations de son centenaire d'existence, prévues pour 2019. C'est également l'enceinte dans laquelle les discussions ont probablement été les plus ouvertes et variées en termes de fond et de participant·es, avec toutefois de sérieuses limites sur lesquelles nous reviendrons en détail. Dans un deuxième temps, nous verrons ensuite comment les autres grandes organisations internationales (OCDE, G20, Banque mondiale, etc.) se sont également emparées du sujet, mais dans des termes encore plus étroits et selon des modalités encore plus problématiques, notamment du point de vue des travailleur·euses du Sud.

La seconde partie porte sur ce qui nous est rapidement apparu comme le véritable enjeu des discussions en cours sur l'«avenir du travail», à savoir la question plus large de *l'avenir de l'économie numérique*. C'est en effet à partir d'une certaine vision de celui-ci – aussi répandu que problématique – que se posent aujourd'hui la plupart des questions qui entourent l'«avenir du travail». Au centre de cette vision, la notion de «quatrième révolution industrielle», dont nous allons voir qu'elle mérite d'être déconstruite et critiquée, notamment pour son techno-déterminisme et son occidentalocentrisme. Dans un deuxième temps, nous verrons toutefois que ça n'empêche pas de reconnaître et d'analyser les conséquences bien réelles de la numérisation de l'économie sur les travailleur·euses du Sud, mais à partir des relations de pouvoir et des situations concrètes qui les sous-tendent, ainsi que des résistances qui en émergent et qui en rendent dès lors les issues incertaines.

Enfin, la troisième partie propose de se décentrer d'une focale étroitement technologique pour envisager au moins trois dimensions aussi cruciales que négligées pour l'«avenir du travail» au Sud, à savoir :

- 1) la question du modèle et des stratégies de «développement» ;
- 2) la question des migrations ;
- 3) la question de l'organisation des travailleur·euses.

La première est cruciale dans la mesure où l'on sait que la poursuite des modèles de croissance et d'insertion dans l'économie mondiale actuelle est insoutenable d'un point de vue social et écologique. Toute réflexion sérieuse sur l'«avenir du travail» doit donc commencer par une réflexion sur l'avenir des «stratégies de développement» que l'on continue de plébisciter au Sud et sur les alternatives qui existent.

La seconde n'en est pas moins importante. Étant donné la place que prennent (et que vont continuer de prendre) les migrations dans les évolutions socio-économiques au Sud et au Nord, les envisager du point de vue du travail et des travailleur·euses est d'autant plus urgent que ce thème est aujourd'hui largement confisqué par un débat identitaire stérile et dangereux.

Enfin, la question de l'organisation des travailleur·euses nous semble aussi un passage obligé de toute réflexion sur l'«avenir du travail» dans la mesure où il s'agit d'une des clés déterminantes des formes que prendra cet avenir. Or, c'est aujourd'hui au Sud que se situe le gros de la classe ouvrière mondiale, avec toutefois des caractéristiques et dans des contextes qui invitent à renouveler, sans pour autant les renier, les modes d'organisation et de mobilisation syndicaux classiques.

— |

| —

— |

| —